

L'État sioniste est condamné : Un seul pays pour tous | Josef Avesar

La « solution à deux États » est désormais morte dans l'œuf, principalement parce qu'elle impliquerait de maintenir l'État sioniste tel qu'il est aujourd'hui, et celui-ci s'est révélé non seulement génocidaire, mais aussi incapable de toute forme d'intégration locale. La seule issue possible est une solution à un seul État, avec une structure politique (fédérale) unique pour tous les peuples vivant entre le fleuve et la mer. C'est la vision de mon invité d'aujourd'hui, l'avocat israélo-américain Joseph Avesar, président du Comité de la Confédération israélo-palestinienne. Nous parlons d'un plan fédéral à un seul État pour Israël et la Palestine, des limites de la voie à deux États, du sionisme, de la démocratie, du soutien public et d'un modèle de gouvernement partagé fondé sur l'égalité des droits, l'autonomie locale et des organes élus destinés à construire la paix. Liens : Israeli Palestinian Confederation : <https://ipconfederation.org> Neutrality Studies substack : <https://pascallottaz.substack.com> (Inscrivez-vous à la section académique depuis les paramètres de votre profil : <https://pascallottaz.substack.com/s/academic>) Produits dérivés : <https://neutralitystudies-shop.fourthwall.com> Don : <https://neutralitystudies.com/donate> Horodatage : 00:00:00 Introduction et plan fédéral 00:02:13 Israël sans constitution 00:08:05 Démocratie, religion et pouvoir d'État 00:10:46 Du sionisme à la confédération 00:14:17 Soutien et résistance en 2026 00:25:14 Conception fédérale et parlement 00:35:56 Changement interne ou pression extérieure 00:42:53 Deux États contre confédération

#Pascal

Bienvenue à tous dans *Neutrality Studies*. Je suis Pascal Lottaz, et aujourd'hui, je reçois l'avocat israélo-américain Yosef Avesar, président du Comité de la Confédération israélo-palestinienne. Yosef, bienvenue.

#Josef Avesar

Merci. Merci, Pascal. C'est un plaisir d'être avec vous.

#Pascal

C'est un vrai plaisir de vous avoir avec nous, parce que vous faites partie de ceux qui défendent une idée qui n'a pas été très populaire depuis longtemps, mais qui semble de plus en plus être la seule voie possible : la solution à un seul État. Vous portez aussi l'idée d'une fédération, ou d'une confédération. J'aimerais vraiment savoir ce que vous faites concrètement, comment vous imaginez cette solution, et comment vous évaluez la situation actuelle, avec la terrible violence en Israël-Palestine.

#Josef Avesar

Oui, donc nous pensons qu'un gouvernement fédéral serait la solution la plus logique. Nous ne proposons pas de démanteler le gouvernement israélien ni le gouvernement palestinien. Ce que nous proposons, c'est de créer un gouvernement fédéral indépendant pour les peuples d'Israël et de Palestine, ensemble. Un gouvernement fondé sur une constitution, une constitution laïque, garantissant l'égalité entre les peuples de Palestine et d'Israël, et reposant sur la légitimité démocratique. Cette légitimité viendrait d'élections organisées par les peuples d'Israël et de Palestine. Cela inclut le territoire d'Israël, la Cisjordanie et Gaza. Et ce gouvernement serait élu par les habitants d'Israël, de la Cisjordanie et de Gaza — soit environ quinze millions et demi de personnes.

#Pascal

Quinze virgule cinq, comme tous ceux qui vivent actuellement à l'intérieur de ces frontières très floues qu'on appelle Israël. Mais dans votre vision, bien sûr, ça reviendrait en gros à abolir la constitution israélienne actuelle, non ? Et à la remplacer par une nouvelle.

#Josef Avesar

Israël n'a pas de constitution. Il n'en a jamais eu. Ben Gourion avait proposé, dans sa Déclaration d'indépendance, qu'Israël adopte une constitution d'ici octobre mil neuf cent quarante-huit. Il a proclamé l'indépendance d'Israël le quinze mai. Israël n'a donc jamais eu de constitution. Cela veut dire qu'il n'est pas question d'abolir une constitution israélienne, puisqu'il n'y en a pas, ni d'abolir le gouvernement israélien. Ce serait un gouvernement indépendant, pour les peuples de Palestine et d'Israël, qui donnerait aux gouvernements israélien et palestinien un droit de veto sur toute législation adoptée qui violerait leur souveraineté. Autrement dit, si le gouvernement fédéral adoptait une loi qui porte atteinte à la souveraineté du gouvernement palestinien ou du gouvernement israélien, ces gouvernements auraient le pouvoir de mettre leur veto à cette loi.

#Pascal

C'est une très bonne remarque. Vous savez, il y a quelques États qui ont des systèmes un peu différents. Par exemple, les Allemands appellent leur constitution la Loi fondamentale. Les Autrichiens, eux, qualifient les aspects les plus essentiels de leur droit de lois constitutionnelles, mais ils ne parlent pas de constitution à proprement parler. Quelle est la situation actuelle en Israël ? Sur quels principes fondamentaux reposent réellement les actes législatifs ?

#Josef Avesar

Eh bien, le système israélien repose sur la Knesset, une Knesset élue par le peuple, avec différents partis, et aussi un pouvoir exécutif. Donc, la Knesset, c'est le pouvoir législatif, mais il y a aussi le pouvoir exécutif, c'est-à-dire le gouvernement. Mais ils n'ont pas de constitution. Le problème du système israélien, c'est qu'il n'y a pas vraiment de séparation des pouvoirs, parce que toutes les personnes qui font partie du pouvoir exécutif, du gouvernement, sont aussi membres du pouvoir législatif. Donc, en réalité, ce sont les mêmes personnes. Elles passent d'un bâtiment à l'autre, mais ça ne crée pas une vraie séparation des pouvoirs. Ce sont les mêmes qui votent les lois et les mêmes qui les appliquent. Et il y a aussi ce que vous avez mentionné, les lois fondamentales — des lois fondamentales qui, encore une fois, ont été créées par la Knesset. Le problème, c'est qu'une constitution doit être créée pour protéger le peuple contre le législateur.

#Pascal

Oui.

#Josef Avesar

Alors, quand le législateur adopte des lois et leur donne des noms pompeux, peu importe comment on les appelle, il peut même les appeler une constitution. Mais en réalité, il ne les appelle pas comme ça, il les appelle des lois fondamentales. Pourtant, ça va à l'encontre même de ce qu'est une constitution : un ensemble de principes destinés à protéger le peuple contre les législateurs. En Israël, c'est l'inverse. C'est le législateur qui se protège du peuple.

#Pascal

Oui, et on voit bien à quel point ce niveau de violence peut aller loin. Beaucoup de personnes qui sont sous le contrôle direct, évidemment, de ce législateur, n'ont même pas leur mot à dire dans le vote. J'ai parlé à Ofer Kasif il y a environ un an et demi, et il m'avait expliqué qu'il y a au moins trois catégories de Palestiniens qui souffrent, chacune à sa manière : ceux qui ont un passeport israélien, ceux qui n'en ont pas, et puis ceux de Gaza, qui subissent aujourd'hui une violence terrible. Et selon vous, c'est justement le genre de situation que la constitution devrait aborder et protéger.

#Josef Avesar

Ah oui. La Constitution, elle est déjà écrite. Vous pouvez la lire sur ipconfederation.org. C'est une constitution laïque. Elle traite tout le monde de la même façon, quelle que soit la religion, l'origine ethnique ou toute autre différence. Elle s'applique aussi à tous, peu importe l'endroit où ils vivent. Donc, on parle d'une constitution qui concerne les habitants de Gaza, de la Cisjordanie et d'Israël. Elle prévoit un pouvoir législatif indépendant, avec trois cents membres du Parlement, un pouvoir exécutif avec un président et un vice-président — l'un palestinien, l'autre israélien — qui alternent tous les deux ans, et un pouvoir judiciaire qui tire son autorité de la Constitution, pas du Parlement.

En Israël, la Cour suprême tire son pouvoir de la Knesset. Et la Knesset cherche sans cesse à retirer du pouvoir à la création qu'elle a elle-même mise en place, c'est-à-dire la Cour suprême. Elle n'aime pas la Cour suprême. C'est pour ça qu'Israël est en train de se désagréger : parce qu'il n'a pas de constitution, pas de règles du jeu.

#Pascal

Vous savez...

#Pascal

Certaines personnes assimilent la démocratie au simple fait de voter. Mais pour moi, en réalité, la séparation des pouvoirs est un aspect encore plus fondamental d'une démocratie. Pourquoi, selon vous, les médias continuent-ils, encore aujourd'hui, à présenter Israël comme la seule démocratie du Moyen-Orient ? C'est clairement un terme de propagande, mais le système démocratique d'Israël n'a jamais été aussi solide, ni aussi abouti, que les démocraties d'Europe ou d'Amérique du Nord, n'est-ce pas ?

#Josef Avesar

Je ne suis pas vraiment un spécialiste, je ne suis pas politologue. Mais je peux vous dire qu'il y a de gros problèmes avec ce qu'on appelle la démocratie israélienne. D'abord, l'expression « démocratie juive » est une contradiction en soi. Le principe même d'une démocratie, c'est la séparation entre le gouvernement et la religion. À l'origine, quand l'idée de démocratie est apparue, les gens se sont dit : pourquoi laisser des religieux nous dicter leurs lois en s'appuyant sur une sagesse vieille de plusieurs siècles ? Pourquoi ne pas élire des personnes aujourd'hui, qui prennent des décisions en fonction des connaissances actuelles ? La première chose qu'incarne la démocratie, c'est cette séparation entre le pouvoir politique et la religion. Or, Israël est un État juif, donc il mêle la religion au gouvernement.

Voter, bien sûr, c'est nécessaire. Mais ce n'est qu'un des éléments de la démocratie. Il faut une constitution. En gros, une constitution, ce sont les règles sur lesquelles tout le monde est d'accord. Comme ça, quand un problème se pose plus tard, on se réfère à ces règles et on dit : voilà, c'est ce qu'on avait décidé ensemble. On ne peut pas changer les règles comme ça. C'est ce qu'on avait tous accepté au départ. Donc, il faut une constitution. Il faut aussi une séparation entre le législatif, l'exécutif et le judiciaire. Le pouvoir judiciaire doit tirer sa légitimité de la constitution, pour ne pas avoir peur du législatif ou de l'exécutif. Il ne peut pas être révoqué. Et il faut de la transparence. La transparence, c'est essentiel. Et tout cela repose sur la séparation des pouvoirs.

#Pascal

Alors, depuis une trentaine d'années, depuis les accords d'Oslo, tout le monde ne parle que de la solution à deux États. Partout, on entend ça : deux États, deux États, deux États. Et encore aujourd'hui, beaucoup disent : non, nous voulons une solution à deux États, avec une Palestine séparée et un Israël séparé. Alors dites-moi, comment se fait-il que vous, vous ayez choisi une autre voie ? Quand avez-vous commencé vos activités, et pourquoi avoir imaginé une solution à un seul État, alors que la solution à deux États était la norme depuis si longtemps ?

#Josef Avesar

Eh bien, personnellement, j'étais sioniste avant de devenir antisioniste. Et j'étais sioniste par défaut, simplement parce que je suis né en Israël. La plupart des gens qui naissent en Israël sont sionistes, parce qu'ils pensent que le monde entier est notre ennemi, ou qu'il pourrait le devenir. C'est ce qu'on nous apprend dès le premier jour, vous voyez. Mais quand j'ai commencé à réfléchir de manière objective au sionisme, au fait qu'Israël est en guerre presque sans interruption depuis soixante-dix-sept ans, au fait que tant d'Israéliens ont perdu la vie, que tant de familles ont été détruites, que tant d'autres ont été blessés... et qu'il n'y a aucune vision pour l'avenir. Aucune. Israël ne sait pas où il va. Les Israéliens ne peuvent pas vous dire : « Dans dix ans, on aura la paix. » Parce que tout ça, c'est un château de cartes.

Ils ont peur de se pencher sur la question. Mais une fois que j'ai commencé à m'y intéresser, je suis devenu réaliste. Et en tant que réaliste, on se rend compte que le sionisme a été nuisible, à la fois pour les Juifs et pour les Palestiniens. D'ailleurs, le sionisme a été nuisible aux Juifs avant même de l'être aux Palestiniens. Moi, je crois en l'égalité. Je crois à la séparation entre l'État et la religion. Donc tout cet édifice s'est effondré très, très vite. Mais ensuite, on veut rester réaliste. On se dit : d'accord, j'en suis arrivé à cette conclusion, mais la plupart des gens en Israël n'en arrivent pas là. Alors, quelle est la solution honnête et réaliste ? À mon avis, la solution honnête et réaliste, ce n'est pas de se battre contre les Israéliens qui croient en un État juif.

Mais il faut les reconnaître, et dire : très bien, vous croyez en un État juif, vous croyez à la protection militaire du peuple juif pour toujours, on ne va pas vous l'enlever. Mais la paix, c'est la meilleure sécurité. On peut tous l'admettre, le reconnaître. Quand il y a la paix, on n'a pas besoin d'armée. Mais que les Israéliens gardent leur armée, leurs forces, tout ce qu'ils veulent. Et que les Palestiniens fassent de même. Mais instaurons un vrai système fédéral, un gouvernement commun pour les peuples de Palestine et d'Israël, qui travaillent ensemble dans un seul but : faire la paix. Parce que la paix, c'est la seule solution. Il n'y en a pas d'autre. On ne peut pas vaincre son ennemi pour toujours.

#Pascal

Certaines personnes pensent que, bien sûr, vaincre l'ennemi pour toujours, ça veut dire l'anéantir complètement. Et j'ai l'impression que c'est un peu l'approche qu'on a eue ces dernières années.

Mais ça ne marche pas, n'est-ce pas ? Ça échoue. C'est pour ça que je trouve que votre idée est encore plus importante aujourd'hui. Cependant, si on regarde les niveaux de violence insensés qu'on a connus ces deux dernières années et demie, d'un côté, ça a clairement renforcé la haine entre ces groupes. Mais de l'autre, ça a aussi rendu évident qu'une solution à deux États paraît encore plus lointaine qu'à la fin des années quatre-vingt-dix, quand elle a été proposée. Quelle est, selon vous, l'évaluation des réalités politiques actuelles, en deux mille vingt-six, en Israël-Palestine, pour l'idée d'une fédération ?

#Josef Avesar

Eh bien, l'évaluation, c'est que la plupart des Israéliens n'accepteront pas l'idée d'un gouvernement fédéral. Pour eux, ce serait trahir leur idéologie, pour la majorité des Israéliens.

#Pascal

Vous pouvez chiffrer ça ? On parle de soixante, soixante-dix, ou quatre-vingts pour cent ?

#Josef Avesar

C'est juste mon intuition, mais je pense que quatre-vingts pour cent des Israéliens n'accepteront pas ce concept. À mon avis, ils voient l'idée d'un gouvernement fédéral comme une trahison du principe même d'un État juif.

#Pascal

Oui, c'est ça.

#Josef Avesar

Et puis, du côté palestinien, à mon avis, soixante pour cent des Palestiniens ne soutiendraient pas un gouvernement fédéral. Parce qu'eux aussi ont leur propre aspiration à un État palestinien, et ils sont en colère contre Israël. L'idée de faire la paix avec Israël est très difficile pour eux, surtout après les soixante-dix-sept dernières années, après l'occupation, l'expulsion des Palestiniens, la Nakba, le génocide. Soixante pour cent des Palestiniens, selon moi, s'opposeraient donc à un gouvernement fédéral. Mais le point positif, c'est qu'environ vingt pour cent des Israéliens comprennent qu'Israël est incapable de leur offrir la sécurité, incapable de leur apporter la paix. Et il y a aussi des gens qui voyagent, qui se déplacent un peu partout.

Ils comprennent ce qu'est un gouvernement fédéral. Ils ont voyagé aux États-Unis et en Europe. C'est pareil pour les Palestiniens. Donc, l'espoir qu'on a, c'est dans la combinaison des deux, parce qu'on parle de toute la région comme d'un seul groupe de personnes. Qu'ils soient Israéliens ou Palestiniens, ça n'a pas d'importance. Si on parle d'environ vingt pour cent d'Israéliens qui

soutiendraient cette idée, et de quarante pour cent de Palestiniens qui la soutiendraient aussi, on parle alors de quatre à cinq millions de personnes favorables à ce projet. Et ce gouvernement fédéral aurait donc un immense soutien populaire. Ils n'ont pas besoin d'être juifs. Ils n'ont pas besoin d'être musulmans. Leur religion, au fond, n'a pas vraiment d'importance.

Ça n'a pas vraiment d'importance. Le bon côté, c'est qu'un très grand nombre de personnes, dans la région d'Israël et de la Palestine, soutiendraient cette idée. Le vrai défi, c'est qu'on n'arrive pas à faire connaître notre projet d'élection pour un gouvernement fédéral. C'est très difficile pour nous, parce que les médias nous ignorent complètement. Ils nous ignorent, tout simplement, parce que, pour une raison ou une autre, on nous a appris que les Israéliens et les Palestiniens doivent rester des ennemis. L'idée que des Israéliens et des Palestiniens puissent vivre ensemble, comme des gens normaux, n'est pas acceptée. Psychologiquement, la plupart des gens nous voient, Israéliens et Palestiniens, comme des ennemis pour toujours. Et c'est bien là tout le problème.

#Pascal

Vous savez, le fait est que, bien sûr, cela reviendrait à battre ou à vaincre le sionisme, n'est-ce pas ? Parce que le sionisme s'oppose directement à une telle évolution d'Israël, à savoir devenir un État normal parmi d'autres, et surtout un État d'Asie de l'Ouest intégré à son environnement. Donc, je suppose que les sionistes sont les plus farouchement opposés à votre idée.

#Josef Avesar

Eh bien, ils sont contre cette idée. Mais alors, on se demande : pourquoi ? Est-ce que l'existence du sionisme dépend de guerres permanentes ? Non. Est-ce que c'est ça, le sionisme ? À mon avis, oui, c'est exactement ça, le sionisme.

#Pascal

Moi aussi, je pense ça. Et je crois que, comme d'autres, comme Jakob Rapkin par exemple, ils ne cessent de le rappeler. Le sionisme est une idéologie suprémaciste blanche, qui repose sur le fait de maintenir les autres en position inférieure. Donc, malheureusement, la violence en fait partie dès le départ.

#Josef Avesar

C'est enraciné, mais je l'analyse un peu différemment. Le sionisme a été créé parce que — Théodore Herzl, je parle du sionisme selon Théodore Herzl — disait : nous n'avons aucune chance de vivre en Europe comme des égaux. Donc, il faut qu'on ait notre propre État, parce que tout le monde sera toujours notre ennemi. Il faut qu'on puisse se défendre nous-mêmes. Très bien. Mais une fois que nous avons créé notre propre État, le pire qui puisse arriver au sionisme, c'est que cet État reste en paix. Parce que, en tant qu'État sioniste, la paix va à l'encontre des intérêts du sionisme.

Parce que s'il y a la paix, à quoi sert le sionisme ? C'est pour ça qu'on voit Israël, consciemment ou non, chercher des ennemis en permanence. Et il en aura toujours. C'est pour ça qu'on voit cette violence continuer, encore et encore, depuis des années. Et on accuse toujours les autres d'être responsables de cette violence, on les accuse d'être antisémites. Mais en réalité, on a besoin de cette violence. En tant que sionistes, on a besoin de la violence pour que le sionisme garde un sens. S'il n'y a plus d'ennemi, le sionisme n'a plus de raison d'être. Alors la vraie question, c'est : est-ce que le sionisme est bon pour les Juifs ? Et la réponse, clairement, c'est non.

#Pascal

Alors, la question, c'est un peu de savoir comment faire passer cette idée auprès de la majorité des gens qui, aujourd'hui, pensent que le sionisme est la solution, et que la violence est la solution pour protéger les Juifs, non ? Donc, comment dire, en gros : les amis, plutôt que de vous créer tous ces ennemis qui veulent vous attaquer, pourquoi ne pas vous faire des amis qui veulent vivre avec vous, et ainsi être en sécurité ? Quelle a été votre approche pour faire passer cette idée ? Parce que, sur votre site web par exemple, j'ai vu que vous aviez pas mal de chercheurs, Israéliens et Palestiniens, qui travaillent ensemble, qui organisent des séminaires, et tout ça. Quelle est votre méthode ?

#Josef Avesar

L'approche, ce n'est pas de les convaincre. On ne peut pas convaincre les sionistes avec des arguments, même solides. Ils n'accepteront tout simplement pas. Dès qu'on avance un argument, dans leur tête, c'est : « d'accord, tu es antisémite, tu es naïf, tu es stupide », ou peu importe comment ils veulent te qualifier. Et à partir de là, ils n'écoutent plus. Donc, il n'y a ni besoin, ni possibilité de convaincre les sionistes. C'est juste impossible. Ils te détesteront encore plus. Ce qui est possible, en revanche, c'est de penser, par exemple, à une mère de trente-cinq ans, qui a un fils de dix ans en Israël. Et maintenant, elle doit prendre une décision. Elle sait, parce qu'elle-même a fait l'armée.

Son père était dans l'armée. Son mari aussi. Elle sait que son fils, qui a dix ans, dans huit ans, sera lui aussi dans l'armée. Et là, elle va en parler avec son mari : est-ce qu'on veut vraiment vivre comme ça ? Est-ce qu'on veut que notre fils, ou notre fille, soit dans l'armée dans huit ans ? Quel avenir on a ici ? En plus de ça, Israël se déchire de l'intérieur, entre les laïcs et les religieux. Et les gens se demandent : est-ce qu'on veut vraiment vivre comme ça à l'avenir ? Est-ce qu'Israël nous offre encore un avenir ? Et à mon avis, regardez : il y a deux cent soixante-dix mille Israéliens qui ont quitté le pays. Pourquoi ? Parce qu'ils ont analysé la situation, exactement comme je viens de vous le dire. Depuis quand ? Deux cent soixante-dix mille partis... et qu'est-ce qui revient ?

D'après ce que je comprends, depuis le sept octobre, environ deux cent soixante-dix mille Israéliens ont quitté le pays. Et puis, il y en a d'autres qui parlent de partir, mais ils n'en ont pas les moyens. Ils n'ont pas les passeports, ou bien ils ne veulent pas se détacher de leur pays. Ce que je crois, c'est qu'en ce moment, il y a une vraie discussion, sincère, que les Israéliens vont devoir avoir avec

eux-mêmes. Et c'est pareil pour les Palestiniens. Les Palestiniens ont exactement les mêmes questions à se poser. Eux aussi quittent Israël. Et vous savez, quand je parle avec beaucoup d'Israéliens et de Palestiniens, ils acceptent totalement ce modèle. Ils l'acceptent vraiment. Ils comprennent que la réalité actuelle est irrationnelle. Fondamentalement irrationnelle.

#Pascal

Oui, c'est politiquement très, très toxique, en fait, pour n'importe quel modèle de vie en commun. Donc, vous proposez de changer complètement le modèle. On peut en parler un peu ? Moi, je viens de Suisse. La Suisse, c'est une fédération. Elle est d'ailleurs construite d'une manière assez similaire aux États-Unis, avec de forts pouvoirs pour les vingt-six cantons, y compris en matière de police, et ainsi de suite. Les systèmes scolaires relèvent des cantons, et tout ce qui s'y rattache. Et dans votre vision d'une fédération, est-ce que ce serait essentiellement deux entités, ou bien un ensemble d'États plus nombreux, chacun doté de ses propres pouvoirs ? Quel serait le modèle ?

#Josef Avesar

Le modèle, c'est un seul gouvernement fédéral pour l'ensemble du territoire israélo-palestinien, avec trois cents membres du Parlement représentant trois cents circonscriptions. La raison pour laquelle nous avons trois cents parlementaires — ce qui peut sembler beaucoup —, c'est qu'on ne veut pas leur donner trop de pouvoir d'un côté, et aussi parce qu'on anticipe des variations démographiques dans cent ans. On ne sait pas comment la population évoluera. Donc, dans ce modèle, le pouvoir législatif de tout le territoire d'Israël-Palestine, au niveau fédéral, comptera trois cents membres du Parlement. Pour qu'une loi soit adoptée, il faudra qu'elle soit approuvée par cinquante-cinq pour cent des parlementaires palestiniens et cinquante-cinq pour cent des parlementaires israéliens. Et si les deux groupes approuvent la même loi, alors, à condition que cette loi ne porte pas atteinte à la souveraineté des gouvernements israélien ou palestinien, ces derniers auront un droit de veto sur cette législation. S'ils ne l'exercent pas, la loi entre alors en vigueur et devient la loi du pays.

#Pascal

Donc, dans ce sens, vous imaginez une seule chambre, mais en gros divisée en deux groupes, c'est bien ça ? Les Palestiniens d'un côté, les Israéliens de l'autre, et un projet de loi devrait être approuvé par les deux.

#Josef Avesar

Ce ne sont pas des chambres séparées. Elles font partie du même parlement. Donc, les circonscriptions, les trois cents circonscriptions, incluront souvent à la fois des Palestiniens et des Israéliens qui vivent ensemble. Par exemple, prenons la circonscription numéro vingt-sept : on pourrait y trouver des Palestiniens et des Israéliens vivant côte à côte. Un Israélien pourrait voter pour un député palestinien, parce qu'il ou elle estime que c'est la personne qu'il soutient. De la

même façon, un Palestinien pourrait voter pour un Israélien. Mais ils siègent tous dans le même parlement. La seule différence, c'est que lorsqu'il s'agit de voter une loi, il faut l'accord des deux groupes : cinquante-cinq pour cent des députés palestiniens et cinquante-cinq pour cent des députés israéliens.

#Pascal

D'accord, donc votre système réserverait vraiment des places, par exemple cent cinquante pour les Israéliens et cent cinquante pour les Palestiniens ?

#Josef Avesar

Non. Comme il faut cinquante-cinq pour cent de chaque côté, le nombre total n'est pas si important. Disons qu'ils élisent cent soixante Palestiniens et cent quarante Israéliens. Il faudrait alors cinquante-cinq pour cent des cent soixante et cinquante-cinq pour cent des cent quarante pour être d'accord sur la même loi. Disons que dans cent ans, on aura...

#Josef Avesar

Cent députés palestiniens et deux cents députés israéliens, ça ne changerait rien, parce qu'il faut toujours cinquante-cinq pour cent des cent Palestiniens et cinquante-cinq pour cent des deux cents Israéliens. C'est donc une manière de maintenir l'équilibre pour l'avenir.

#Pascal

Et la protection des minorités. Je veux dire, dans ce système, même la minorité pourra encore se protéger contre les excès de la majorité, quel que soit le camp. Et pour les niveaux inférieurs, comment ça se passe ? Parce qu'un élément essentiel du fédéralisme, c'est que les niveaux inférieurs, le niveau local, aient une autonomie importante, voire totale, non ? Par exemple, pour l'élaboration des programmes scolaires, les pouvoirs de police, et tout le reste. Vous, comment vous imaginez ça ?

#Josef Avesar

Les gouvernements israélien et palestinien, chacun de leur côté, pourront continuer à vivre comme ils l'entendent. Les villes aussi pourront vivre à leur manière, selon leurs propres choix. Le gouvernement fédéral, lui, ne pourra pas intervenir dans leur vie, sauf s'ils y consentent. Donc, tout reste pareil... sauf qu'il y aura la paix.

#Pascal

D'accord. Et les droits sur les registres fonciers, tout ça... ce serait donc— enfin, laissez-moi reformuler— les implantations actuelles, celles qui sont en train d'être construites. Comment imaginez-vous cette idée de vivre les uns sur les terres des autres? Pour l'instant, la ségrégation est énorme, non? Il y a un mur qui traverse tout, un groupe qui tue l'autre. Comment imaginez-vous qu'ils puissent, un jour, grandir ensemble?

#Josef Avesar

Ce sera aux membres du Parlement de décider. Nous ne proposons pas de législation de fond. Nous proposons un système de gouvernement fondé sur l'égalité. Ensuite, il y aura trois cents parlementaires. Au début, ils seront très opposés les uns aux autres. Mais, au bout du compte, ils comprendront qu'ils ont été élus pour résoudre des problèmes, pas pour se crier dessus. Et ils devront faire face à la réalité. La réalité est ce qu'elle est, et ils devront trouver un moyen de satisfaire tout le monde. C'est pour ça qu'il faudra que des députés de différentes circonscriptions s'entendent avec ceux d'autres circonscriptions. Il y aura beaucoup de concessions à faire, mais à mon avis, tous les problèmes peuvent être résolus.

Si on s'y met vraiment, on peut résoudre tous les problèmes. On peut trouver des membres du Parlement prêts à se mettre d'accord, surtout quand il n'y a pas d'alternative. Et là, il n'y en a pas. Regardez, on fait des simulations. On fait ça sur Zoom depuis cinq ou six ans maintenant. Et moi, je fais des simulations depuis six ou sept ans. On demande aux participants de se mettre dans la peau de députés israéliens, de députés palestiniens, du Premier ministre d'Israël, du président de la Palestine, même du président des États-Unis, et ainsi de suite. On simule tout ça. Et on montre, encore et encore, que tous les problèmes peuvent être résolus, parce que le gouvernement fédéral n'adoptera pas le point de vue israélien.

Ça ne va pas refléter le point de vue palestinien. Ce sera une vision d'ensemble, une vue d'en haut de toute la région, le point de vue des gens qui les ont élus. Comme ça, ils n'auront pas à tomber dans le piège du système israélien, ni du système palestinien, ni de leurs agendas respectifs. Ils pourront créer leur propre agenda. Ce sera le seul gouvernement légitime en Israël-Palestine. Aujourd'hui, il n'y a pas un seul gouvernement légitime en Israël-Palestine. Le gouvernement palestinien n'est élu ni par les Palestiniens ni par les Israéliens. Et le gouvernement israélien contrôle les Palestiniens, mais il n'est pas élu par eux. Pour qu'un gouvernement soit légitime, il faut qu'il soit élu par les gens qu'il gouverne. Les Palestiniens sont contrôlés par les Israéliens, mais ils ne les ont jamais élus.

#Pascal

Oui, oui. C'est bien pour ça que le système est si injuste. Des millions de personnes vivent en réalité sous le contrôle direct de quelqu'un qui non seulement ne les représente pas, mais agit activement contre eux. Donc, la question de savoir comment changer l'organisation politique est essentielle. Oui.

Et pour le nom, et pour les langues ? Est-ce qu'on dirait simplement Israël-Palestine, et dans les territoires palestiniens, ils diraient Palestine-Israël ? Et on utiliserait toutes les langues présentes sur place pour travailler avec la population ? Quelle est votre vision, à vous, pour l'identité de cette nouvelle solution à un seul État ?

#Josef Avesar

Pascal, je ne vais pas être le roi. Je propose simplement un système de gouvernement, c'est tout. Rien de concret, pas de drapeau, rien de tout ça. Ce que je dis, c'est que dans une vraie démocratie, ce sont les représentants du peuple, les membres du Parlement, qui siègent jour après jour, qui débattent entre eux, parfois vivement, mais qui finissent par comprendre qu'ils doivent trouver une solution. Et ce sont eux qui décideront de tout : du nom, s'il faut en avoir un, du drapeau, des colonies, du droit au retour. Toutes ces questions seront tranchées par le Parlement. Ce n'est pas moi, Joseph, qui prendra ces décisions.

#Pascal

Non, vous avez tout à fait raison. En fait, je vous interrogeais plutôt sur votre vision, sur ce que serait le scénario idéal. Mais vous avez raison. Ce qu'il faut d'abord, c'est un cadre de gouvernance solide, qui puisse ensuite s'attaquer à ces questions. Pensez-vous que ce changement puisse venir de l'intérieur, des Israéliens et des Palestiniens eux-mêmes ? Ou bien qu'il faudra, en réalité, une forte pression extérieure pour que cela se mette en place ? Un peu comme en Afrique du Sud, où la pression internationale était énorme, et c'est seulement à ce moment-là que les structures de gouvernement ont été transformées, ce qui a ensuite permis une certaine forme de réconciliation.

#Josef Avesar

Écoutez, on a eu une simulation hier, enfin non, pardon, pas une simulation. On a eu une réunion stratégique, une réunion ouverte. Et quelqu'un a soulevé cette question en disant : « Mais pourquoi vous ne le faites pas depuis Israël ? » Eh bien, Israël en est incapable. Quand on vit en Israël, c'est tout simplement impossible de penser en dehors du cadre, vraiment impossible. Le groupe le plus libéral en Israël sur la question de la paix, c'est une organisation qui s'appelle *Land for All*. Je ne sais pas si vous en avez entendu parler. Vous devriez sans doute les interviewer. Si vous voulez, je peux vous donner leurs coordonnées. J'ai eu un débat avec eux. Ce sont les gens les plus libéraux, les plus tournés vers la paix dans la société israélienne, et leur vision, c'est la solution à deux États.

C'est un groupe d'intellectuels israéliens et palestiniens qui sont d'accord sur une solution à deux États, fondée sur les frontières de mille neuf cent soixante-sept, avec éventuellement certains droits pour certaines personnes, mais, en gros, une solution à deux États. C'est impossible d'avoir ça — d'être Israélien, de vivre en Israël, et de penser selon un système fédéral auquel on n'a jamais été exposé. La raison pour laquelle on a pu en arriver là, c'est justement parce qu'on y a été exposés. Vous voyez, quelqu'un d'autre y avait déjà réfléchi, mais nous, on y a été confrontés directement. Et

je suis sûr qu'en Suisse, c'est pareil. Vous votez pour votre parlement, vous votez pour votre président, pour votre ville, pour votre conseil d'éducation, et ainsi de suite. C'est un système sophistiqué.

Mais en Israël, c'est très, très difficile d'imaginer un tel système. C'est juste que... enfin, je ne suis pas sûr de comprendre votre question. La pression, ça ne va rien changer. Comme je l'ai déjà dit, les Israéliens se méfient de la pression. En revanche, la séduction, ou disons l'incitation, c'est une possibilité. Autrement dit, on leur donne simplement la possibilité de voter. Donc on ne les met pas sous pression, on ne les insulte pas, on ne les humilie pas, parce que ça produit l'effet inverse. On les attire, on leur dit : voilà, c'est ce qu'on fait. On crée une plateforme pour que les gens, en Israël et en Palestine, puissent vraiment voter et même se présenter au Parlement. On ne les force pas, on ne les rabaisse pas. Et on leur dit : d'accord, maintenant vous avez le choix. Et avec un peu de chance, ils feront le bon choix.

#Pascal

C'est un très bon point. Plutôt que de miser sur quelque chose d'imposé de l'extérieur, il vaudrait mieux miser sur quelque chose que, finalement, les gens à l'intérieur, de tous les côtés, voudraient vraiment et chercheraient à construire ensemble. Vous savez, l'exemple suisse est intéressant aussi, parce qu'en fait, on ne vote pas pour le président. Le président est choisi par le Parlement. En réalité, ils sont sept, et ils se partagent le pouvoir présidentiel à parts égales. C'est ça, l'exécutif. Mais il y a encore un autre aspect que les Suisses mettent en place : la démocratie directe, avec deux instruments. Le premier, c'est l'initiative populaire, c'est-à-dire la possibilité pour le peuple de proposer une loi. C'est obligatoire : si la proposition réunit assez de signatures, le Parlement ne peut pas dire non. Le second, c'est le référendum, qui permet de bloquer une loi votée par le Parlement si les citoyens disent : non, merci. Est-ce que c'est quelque chose que vous avez aussi envisagé, ces instruments de démocratie directe ?

#Josef Avesar

On n'a pas prévu ça dans la Constitution, mais la Constitution peut être modifiée. Le Parlement peut adopter une loi. Je crois que la Suisse a mis de très, très nombreuses années à construire son système parlementaire. Je ne sais pas exactement combien. Mais ce que vous venez de me dire, c'est une idée formidable. C'est une très belle idée à proposer au peuple. En Californie aussi, on a ce système. On appelle ça une "proposition". Il faut, je crois, environ un demi-million de signatures pour qu'une proposition soit inscrite sur le bulletin de vote. Mais à mon avis, les Israéliens et les Palestiniens se montreraient méfiants face à ça.

Je ne pense pas qu'ils soient prêts à faire ça. Ils veulent que leurs députés les protègent. Et si on fait une proposition... maintenant que j'y pense... quelle que soit la proposition, les Palestiniens comme les Israéliens sont extrêmement méfiants. Vraiment très méfiants. Ils vont chercher ce qui ne va pas, et comment cette proposition pourrait être conçue pour détruire soit le peuple juif, soit le peuple

palestinien. Donc, peut-être qu'un système trop sophistiqué n'est pas la bonne solution pour le moment. Peut-être plus tard, dans l'avenir.

#Pascal

Oui, enfin, ce genre de choses dépend beaucoup des contextes. J'ai mené plusieurs expériences dans mes cours, et en général, plus les gens sont instruits, plus ils deviennent méfiants vis-à-vis de la démocratie directe. Ils pensent que le peuple va mal voter, qu'il va faire le mauvais choix. Ce qui est assez ironique, parce que la démocratie, ce n'est pas une question de vrai ou de faux. C'est une question de ce que veut la majorité, non ? Mais bon, on peut laisser ça de côté. Pour finir, je voudrais revenir sur ce point : l'autre alternative à votre idée, c'est bien sûr la solution à deux États.

Les plus grands intellectuels que je connais, ceux qui travaillent sur ce sujet depuis des années, restent eux aussi favorables à la solution à deux États. L'un d'eux, bien sûr, c'est le professeur Jeffrey Sachs, qui plaide depuis longtemps pour cette approche. Selon eux, c'est la solution la plus réaliste pour les deux parties, celle qui permettrait d'obtenir le meilleur des deux mondes. Mais alors, qu'est-ce qui, selon vous, fait que même une solution à deux États, pourtant bien intentionnée, ne mènerait pas au résultat souhaité, c'est-à-dire la paix pour tous ? Et comment engagez-vous le dialogue avec eux sur ce point ?

#Josef Avesar

Encore une fois, si la solution à deux États est la meilleure, laissons les peuples d'Israël et de Palestine en décider. Que le Parlement prenne cette décision. Ce que nous proposons ne contredit aucune autre solution. Si la solution à deux États est ce qu'il faut, alors que les membres du Parlement en décident. Ce seront les représentants élus par les peuples de Palestine et d'Israël. Vous savez, Jeffrey Sachs est un professeur américain. Il croit au gouvernement fédéral des États-Unis. Il a fait ses études ici.

Je pars du principe qu'il a prêté serment d'allégeance au gouvernement fédéral et à la Constitution. C'est un professeur très cultivé, très intelligent. Et la question que je veux lui poser, c'est : pourquoi ne proposez-vous pas un gouvernement fédéral pour Israël et la Palestine, alors que vous vivez vous-même dans un système fédéral qui parvient à maintenir la paix pour trois cent cinquante millions de personnes, réparties dans cinquante États ? Je le rappelle, cinquante États différents, avec cinquante constitutions différentes, cinquante assemblées législatives et cinquante gouverneurs. Alors, pourquoi ne pas proposer un gouvernement fédéral pour Israël et la Palestine ? Laissons les peuples décider par eux-mêmes.

#Pascal

Non, c'est une très bonne remarque. Et j'essaierai de lui poser la question, j'espère, la prochaine fois qu'on se parlera. Parce que la question de savoir quel type de solution peut vraiment conduire à la

paix est aujourd'hui plus importante que jamais. Mais Josef, est-ce qu'il y a quelque chose qu'on n'a pas encore abordé dans cette discussion, et que tu trouves essentiel pour que les gens comprennent ? Ou bien est-ce qu'on a à peu près tout couvert ?

#Josef Avesar

Je pense qu'on a tout couvert. Ce que j'aimerais vraiment aborder, et que j'ai déjà évoqué, c'est pourquoi l'idée d'une paix véritable, honnête, et d'une démocratie pour les peuples de Palestine et d'Israël n'est pratiquement jamais discutée. C'est comme si on disait : séparons-les, détruisons-les, traçons une frontière entre eux. Mais un vrai débat sur le pourquoi, surtout parmi les intellectuels qui soutiennent cette approche — et j'espère que vous poserez la question au professeur Sachs —, pourquoi ne soutient-il pas un gouvernement fédéral en Israël-Palestine ? J'ai posé la question dans la simulation, j'ai interrogé beaucoup, vraiment beaucoup de ces intellectuels, et ils n'ont pas de réponse. Et je vais vous dire pourquoi : parce qu'ils ont des préjugés, soit envers les musulmans, soit envers les juifs. Ils pensent que les Israéliens, ou les juifs, ou les musulmans, sont incapables de vivre dans une démocratie.

C'est vraiment ça, le fond du problème. Et j'ai dit que, chaque fois qu'on introduit la démocratie... Écoutez, les Juifs n'ont pas cru en la démocratie pendant des milliers d'années. Ce n'est que depuis soixante-dix-sept ans qu'ils disent vouloir la démocratie. Donc, la démocratie est contraire à la religion. Mais chaque fois qu'on introduit la démocratie, chaque fois qu'on donne à une personne, qu'elle soit juive, chrétienne ou musulmane, une vraie chance de voter, on vote tous de la même façon. Alors pourquoi ne pas donner aux peuples d'Israël et de Palestine, quelle que soit leur religion, le droit de vote ? C'est aussi simple que ça. Est-ce qu'on a des préjugés religieux ? Est-ce qu'on veut vraiment entretenir ces préjugés contre les croyants, en pensant qu'ils sont incapables de vivre en paix ?

#Pascal

Non, c'est un très bon point, et je pense que tu as raison. On devrait vraiment rouvrir ce débat, surtout dans les milieux intellectuels. Et j'irais même un peu plus loin : la religion n'est pas seulement contraire à la démocratie, ou disons, l'organisation religieuse d'une communauté n'est pas seulement contraire à la démocratie, elle est en fait contraire à l'idée même de l'État. Parce que la religion, c'est l'idée que tous ceux qui partagent la même croyance obéissent au même code, tu vois ? Le code abrahamique, le code chrétien, le code musulman... et peu importe où ils se trouvent, ils sont soumis à ce code. L'idée de l'État-nation moderne, c'est plutôt : non, à l'intérieur de ces frontières, on est tous soumis au même code, et c'est nous qui décidons ensemble de ce code. Voilà. Mais bon, ça va peut-être un peu trop loin. Pour les gens qui veulent te suivre, s'intéresser à ta solution d'un seul État et à ce que tu proposes, ils doivent aller où ?

#Josef Avesar

Ils devraient aller sur notre site web, ipconfederation.org — I pour Israël, P pour Palestine, confederation.org. Ils y verront toutes les simulations que nous avons déjà faites, ainsi que celles à venir. Ils peuvent s'inscrire pour participer aux prochaines simulations. Ces simulations sont vraiment très intéressantes, et c'est là qu'ils devraient aller. Et nous travaillons aussi sur les élections. En ce moment même, nous sommes en train de créer les trois cents districts.

#Pascal

Josef, je trouve ça vraiment fascinant, et je trouve admirable que toi et ton groupe fassiez quelque chose de constructif, que vous proposiez une vision positive de l'avenir. Quelle qu'elle soit, ce sera important d'avoir ce genre d'initiatives. Alors j'encourage tout le monde à aller voir le site ipconfederation.org. Je mettrai le lien dans la description juste en dessous. Josef Avesar, merci pour ton temps aujourd'hui. Merci, Pascal. J'ai beaucoup apprécié cette conversation.